

## Renseignements généraux à l'intention du défendeur

Si vous lui devez de l'argent, communiquez avec le demandeur en vue d'en arriver à une entente, autrement, celui-ci pourra prendre d'autres mesures.

Si le défendeur croit qu'il ne doit pas de l'argent, il doit présenter dans les dix jours qui suivent la signification de la demande une formule de contestation en deux copies indiquant clairement ses raisons. Une copie de l'avis de contestation sera envoyée au demandeur. Sur réception d'un avis de ce genre, le litige est porté devant un juge aux fins de décision.

## Ordonnances de consolidation

Si trois créances en vertu de jugements de la cour des petites créances sont exigibles de la part d'un défendeur, celui-ci peut demander au greffier de la cour une ordonnance de consolidation. Une ordonnance de ce genre prévoit le paiement régulier de dettes à un rythme hebdomadaire ou mensuel fixé à l'avance et tenant compte du revenu et des dépenses du défendeur. Les créances en vertu de jugements des cours suprêmes ou des cours de comtés peuvent être incluses dans ces ordonnances.



Bureau des Communications  
Ministère du Procureur général  
18<sup>ème</sup> Etage  
18 rue King, Est  
Toronto, Ontario  
M5C 1C5

OU

Centre des Publications  
5<sup>ème</sup> Etage  
880 rue Bay  
Toronto, Ontario  
M7A 1N8

On peut s'adresser en français à:

Sudbury  
Ottawa  
Markham  
Rockland  
North Bay  
Elliot Lake  
Cochrane  
Windsor  
Cornwall  
Alexandria  
Timmins

(705) 674-3151  
(613) 232-5408  
(416) 632-4282  
(613) 446-4781  
(705) 472-5860  
(705) 848-2383  
(705) 272-4131  
(519) 258-8751  
(613) 932-1224  
(613) 525-1872  
(705) 264-3808

ZENITH

71040  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000  
89000

3 1761 11469/27 9



CA24N  
AJ  
-7855-15  
FRE



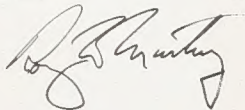
Ministère du  
Procureur  
général

Cour  
des  
petites  
créances



## Un message du Procureur général

La cour des petites créances constitue un des segments les plus importants mais des moins connus du système des cours en Ontario. Ces cours à frais juridiques limités et sans formalisme entendent des causes relatives à la vente de biens et services et offrent un moyen assez simple de recouvrer des dettes exigibles. Les cours de petites créances ont été correctement qualifiées de "cours populaires". Des mesures législatives récentes ont augmenté la compétence de ces cours afin qu'elles desservent un plus grand public. Le personnel affecté à la cour des petites créances de votre localité se fera un plaisir de vous aider.



R. Roy McMurtry



## Compétence

Les cours de petites créances entendent des causes dont la somme en litige est de \$1 000, ou moins.

Ces causes peuvent se rapporter au prix et à la qualité de travaux exécutés ou de services rendus, à des emprunts non remboursés, à la récupération de biens dans la possession d'une autre personne ou d'une compagnie, à des différends entre propriétaires et locataires, y compris les loyers arriérés ou les demandes concernant les dommages faits dans un appartement par le locataire, à des demandes de dommages-intérêts, y compris les demandes concernant les accidents de voitures.

## Formalisme restreint

Le personnel des cours vous aidera à déposer une demande. De nombreuses personnes présentent leurs causes elles-mêmes sans avocat ou avec l'aide d'un parent ou d'un ami. Si votre demande est entendue, le formalisme de la cour sera restreint et vous aurez la possibilité de présenter votre version des faits.

## Pour déposer une demande

Si vous estimez que vous avez droit à une somme d'argent qui est retenue, préparez une formule pour la demande en double. Cette déclaration peut être dactylographiée ou manuscrite.

## Contenu de la demande

Le demandeur (la personne qui poursuit) doit indiquer ses nom et adresse ainsi que les nom et adresse du défendeur (la personne qui doit de l'argent) dans la déclaration, expliquer clairement pourquoi il est en droit de toucher de l'argent et préciser la somme réclamée. Le demandeur peut également réclamer des intérêts à courir avant le jugement. Ce sont des intérêts sur la somme due et qui courent pendant que la dette est exigible.

## Quelle cour utiliser?

Vous pouvez déposer une demande à la cour du comté ou du district judiciaire où le débiteur réside ou à celle du lieu où a pris naissance l'action qui vous donne le droit de poursuivre. Le greffier de la cour vous informera de la cour appropriée.

## Frais de justice

Sur présentation d'une demande, le demandeur devra acquitter certains frais relatifs aux services du greffier et de l'huissier.

Ces frais sont ajoutés à la somme du jugement qui doit être payée par la partie jugée en faute à la conclusion de l'audience.

## Comment s'obtient un jugement

L'huissier de la cour délivrera votre demande au défendeur. Celui-ci a dix jours pour contester la demande. Si le défendeur n'a pas contesté la requête dans les dix jours qui en suivent la signification, le greffier peut accorder un "jugement par défaut".

Par contre, si le défendeur conteste la demande du demandeur, celle-ci sera présentée à un juge aux fins de décision et vous serez informé de la date de l'audience.

## Preuve

Les règles officielles de la preuve ne s'appliquent pas dans les cours de petites créances. Le juge peut admettre n'importe quelle preuve qu'il estime appropriée. La meilleure preuve est celle qui est la plus directe et la plus sûre. On peut inclure les témoignages de témoins, les lettres, les documents et les photographies.

## Après le jugement

Si le défendeur ne paie pas la somme réclamée dans un jugement par défaut ou un jugement prononcé à la cour, le demandeur peut demander à la cour d'entreprendre certaines démarches en vue de recouvrer le montant de la demande et les frais de justice.

Les démarches possibles comprennent: la saisie du salaire ou de l'argent en banque du défendeur, la saisie des biens personnels du défendeur, et un avis de mise en demeure invitant le défendeur à se présenter devant la cour pour expliquer les raisons qui l'ont empêché de payer la somme réclamée et pour décrire sa situation financière.

Les greffiers des cours intéressées expliqueront les diverses démarches. Toutefois, le greffier ne peut rien faire sans la demande expressée du demandeur.